

# MALGRÉ UNE TRÈS FORTE ATTRACTIVITÉ POUR LES IDE

## La Chine a investi moins de 900 millions de dollars en Algérie

**A l'initiative de la Chambre de commerce et d'industrie du Djurdjura et de la Confédération des cadres de la finance et de la comptabilité, l'ambassadeur de Chine en Algérie, son Excellence Liu Yuhe, a effectué une visite de deux jours à Tizi-Ouzou, au cours de laquelle il a rencontré de nombreux acteurs de la scène du développement.**

Outre le wali, l'ambassadeur de Chine a rencontré des universitaires, des représentants de la société civile, des élus, des entrepreneurs et des financiers.

Dans un point de presse organisé lundi dernier, en début de soirée, le diplomate chinois a estimé le volume des investissements de son pays en Algérie à moins de 900 millions de dollars, et le nombre de ressortissants chinois dans notre pays à 35 à 40 000, activant principalement dans le secteur du BTPH. M. Liu Yuhe révélera, au cours de la même rencontre avec les journalistes, que la communauté algé-

rienne résidant en Chine s'élève à près de 2 000 ressortissants.

Ces derniers sont installés, majoritairement, dans la ville côtière de Shen Zhen, un petit village de pêche devenu, en peu de temps, une grande métropole très compétitive et concurrentielle en matière d'attractivité économique et d'investissements de l'ex-enclave capitaliste britannique, Hong Kong.

L'activité principale des Algériens, qui ne disposent pas de grands investissements productifs, se limite au domaine du commerce et de la restauration. Dans

une conférence-débat sur le thème de la politique des IDE en Chine, organisée à l'Ecole hôtelière de la ville des Genêts, en marge de sa visite, M. Liu Yuhe a longuement expliqué comment son pays est devenu attractif pour les capitaux étrangers depuis les réformes et l'ouverture de la Chine sur l'économie mondiale, amorcée il y a 30 ans. La Chine, expliquera le diplomate, demeure le premier pays d'accueil des IDE parmi les pays en développement, depuis 17 années. 480 sociétés émanant de 500 entreprises mères les plus puissantes dans le monde et 1 200 centres de recherche et développement se sont installés en Chine. Un processus d'ouverture aux capitaux étrangers qui est parti de zéro, passant des PME aux capitaux de Hong Kong, de Macao et de Taïwan à ceux des grandes entreprises



Photo : D. R.

multinationales des pays développés, selon le diplomate qui expliquera que les investissements ont été effectués sous diverses formes, allant de coopérations particulières aux investissements diversifiés et touchant à la production de transformation simple, à l'intégration des chaînes industrielles. Ces investisse-

ments, qui s'étaient concentrés, au début, sur les villes côtières, ont fini par atteindre l'ensemble du pays et ont permis, jusqu'en juin 2009, l'installation de 670 000 entreprises étrangères en Chine. Le montant total des IDE a atteint 940 milliards de dollars. «Les entreprises étrangères ont apporté des contributions à

la croissance économique de la Chine et joué un rôle important, non seulement dans la transformation des mentalités et des méthodes de gestion, mais aussi dans l'amélioration de la compétitivité des entreprises chinoises», a souligné le diplomate chinois, qui fera remarquer que cette mutation économique amorcée par son pays depuis 1978 a permis une croissance de 9,8 %. Avec une puissance économique générale de 4 billions de dollars et des réserves en devises étrangères de 2 billions de dollars, la Chine se hisse, à l'heure actuelle, au rang de troisième puissance économique mondiale. Ses échanges d'import-export ont atteint 2,56 billions de dollars, lui permettant d'occuper la deuxième place dans le monde dans le domaine des échanges commerciaux.

S. A. M.

## CONTRÔLE DE LA QUALITÉ DES PRODUITS

# La santé et la sécurité des consommateurs en péril

**Le dispositif de contrôle de la qualité des produits et conformité aux normes reste loin d'être satisfaisant. Ce qui constitue un danger potentiel pour la santé et la sécurité des consommateurs d'autant qu'il n'y a que trois laboratoires de contrôle accrédités.**

**Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir)-** «Le marché algérien est protégé jusqu'à un certain point», a affirmé, hier, le directeur général de l'Institut algérien de normalisation (Ilanor), Aïssaoui Mohamed Chaieb, qui s'exprimait en marge de la 14<sup>e</sup> Journée nationale de la normalisation.

Une assertion qui reste toutefois à vérifier d'autant que la conformité des produits aux normes reste loin d'être assurée.

Ainsi, l'obligation d'accompagner les produits importés d'un certificat de

conformité, instituée par la loi de finances complémentaire 2008 et déjà entrée en vigueur, peine à être appliquée. La raison, un manque de dispositions claires, l'absence de coordination entre tous les acteurs concernés (douanes, services du commerce...), comme le reconnaît M. Aïssaoui. Et ceci en dépit de l'existence d'un arsenal législatif et réglementaire assez contraignant.

Or, sur 500 laboratoires de contrôle en exercice, seuls trois laboratoires sont accrédités. Une situation

que n'explique pas la création récente de l'Agence algérienne de l'accréditation (Algérac).

Et cela même si, selon M. Aïssaoui Chaieb, l'Ilanor travaille tant avec l'Algérac «sans aucun problème» qu'avec «13 laboratoires reconnus» et que 52 produits pour 14 entreprises aient été certifiés à ce jour.

Mais un état de fait qui risque de mettre en péril la santé et la sécurité des consommateurs, en l'absence d'un dispositif d'évaluation de la conformité réellement efficace et permettant de contrecarrer la prolifération de produits non conformes et nocifs parfois.

Quoique le directeur général de l'Ilanor argue que la certification aux normes

est obligatoire pour les produits susceptibles d'affecter la santé, la sécurité et l'environnement et que les services douaniers détruisent des millions de dollars de produits non conformes.

Constatant la production

de 619 normes publiées et 10 règlements techniques en 2009, un bilan «intéressant», selon lui, le directeur général a évoqué la poursuite de la modernisation de l'Ilanor dans le cadre de la certification des PME et

accroissement de la production normative, avec le lancement de la certification des systèmes de management et services ainsi que la certification de structures hôtelières.

C. B.

## PRIX ALGÉRIEN DE LA QUALITÉ

### Le port de Béjaïa, lauréat 2009

L'entreprise portuaire de Béjaïa est le lauréat 2009 du Prix algérien de la qualité, décerné hier à l'occasion de la 14<sup>e</sup> Journée nationale de la normalisation. Institué depuis 2003, ce prix récompense les efforts fournis en matière de management de qualité.

Outre le port de Béjaïa, la société algérienne de zinc Alzinc, filiale du groupe Metanof à Tlemcen, et la société Antar-Trade du groupe Benhammadi de Bordj-Bou-Arréridj ont reçu deux prix spéciaux.

Ces trois récipiendaires ont été retenus parmi 7 entreprises nominées sur 27 sociétés candidates. Notant que le port de Béjaïa, qui détient 24% du trafic marchandises, et est le troisième port pétrolier d'Algérie, sera renforcé par la construction d'un terminal à conteneurs.

D'une capacité de l'ordre de 77000 TEU à l'horizon 2013, ce projet permettra notamment de réduire les coûts de fret de 10 %.

C. B.

## SAFEX

# La foire de production algérienne ouvre ses portes

**La Foire de la production algérienne (FPA) ouvre ses portes aujourd'hui au palais des Expositions, à Alger. Cette 20<sup>e</sup> édition se tiendra jusqu'au 22 décembre prochain, avec la participation de plusieurs secteurs de l'économie nationale.**

**Rym Nasri - Alger (Le Soir) -** Les exposants seront nombreux à participer à la 20<sup>e</sup> édition de la FPA, avec le souci de relever les défis de l'amélioration du rapport prix-qualité et de soigner leur image de marque, est-il expliqué, en substance, dans un communiqué de presse. Ainsi, quelque 260

exposants versés dans différents secteurs d'activité (agroalimentaire, énergie, chimie et pétrochimie, bâtiments et matériaux de construction, industries électriques et électroniques, mécanique, textiles, services...) prendront part à cette manifestation.

Par ailleurs, une journée d'in-

formation portant sur le «projet de bourse de partenariat» sera organisée durant ce rendez-vous économique et commercial, par l'Agence nationale pour la promotion et le développement de l'investissement (ANDI).

Des espaces seront également dédiés à la vente publique, permettant ainsi aux visiteurs d'acquérir des produits exposés durant cette foire.

Depuis sa création en 1984, cette manifestation est devenue

une tradition. D'année en année, elle enregistre une évolution caractérisée par une participation de plus en plus importante d'entreprises et suscite même un intérêt chez les opérateurs étrangers.

Pour cette édition, les organisateurs ambitionnent, selon le même communiqué, la promotion des capacités nationales de production et l'encouragement de l'investissement.

«C'est, aujourd'hui, le leitmotiv par excellence des managers

algériens, qui affrontent la concurrence féroce imposée par les tenants de l'importation de produits étrangers», ajoute la même source.

Désormais, la politique économique de l'Algérie sera basée sur la protection de la production nationale, à travers le renforcement des secteurs public et privé.

Ce qui constitue la seule manière de se mettre au diapason de la compétitivité mondiale.

R. N.